

N° DP 24/510

DECISION DU PRESIDENT

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'UN MONTANT DE 10 000 EUROS A L'ASSOCIATION REGIONALE DES TECHNICIENS DU SUD-EST POUR LE CINEMA ET L'AUDIOVISUEL - ANNEE 2024

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'avis favorable de la Commission Cinéma TPM du 22 avril 2024, pour une subvention de fonctionnement de 10 000 € (dix-mille euros),

VU la convention, ci annexée,

CONSIDERANT la demande de subvention de l'Association Régionale des Techniciens du Sud-Est pour le Cinéma et l'Audiovisuel,

CONSIDERANT que l'Association Régionale des Techniciens du Sud-Est pour le Cinéma et l'Audiovisuel a pour objectifs de promouvoir et développer l'activité professionnelle des techniciens du Sud-Est et de représenter ses membres auprès des institutions de la filière, des collectivités territoriales et des interlocuteurs publics ou privés en lien avec les tournages,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée a inscrit la filière Cinéma et Audiovisuel en tant que filière stratégique de son territoire et qu'elle souhaite développer et structurer sur le territoire,

CONSIDERANT que dans ce cadre, la Métropole souhaite apporter son soutien à l'Association qui concourt à l'animation du réseau local et à la promotion du territoire en tant que terre de tournages,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ATTRIBUER une subvention de 10 000 € (dix-mille euros), à l'Association Régionale des Techniciens du Sud-Est pour le Cinéma et l'Audiovisuel au titre de l'année 2024.

ARTICLE 2

D'APPROUVER les termes de la convention ci-jointe et **DE SIGNER** cette convention.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont inscrits à l'opération 16121, fonction 633, article 65748 du Budget principal.

La présente Décision sera

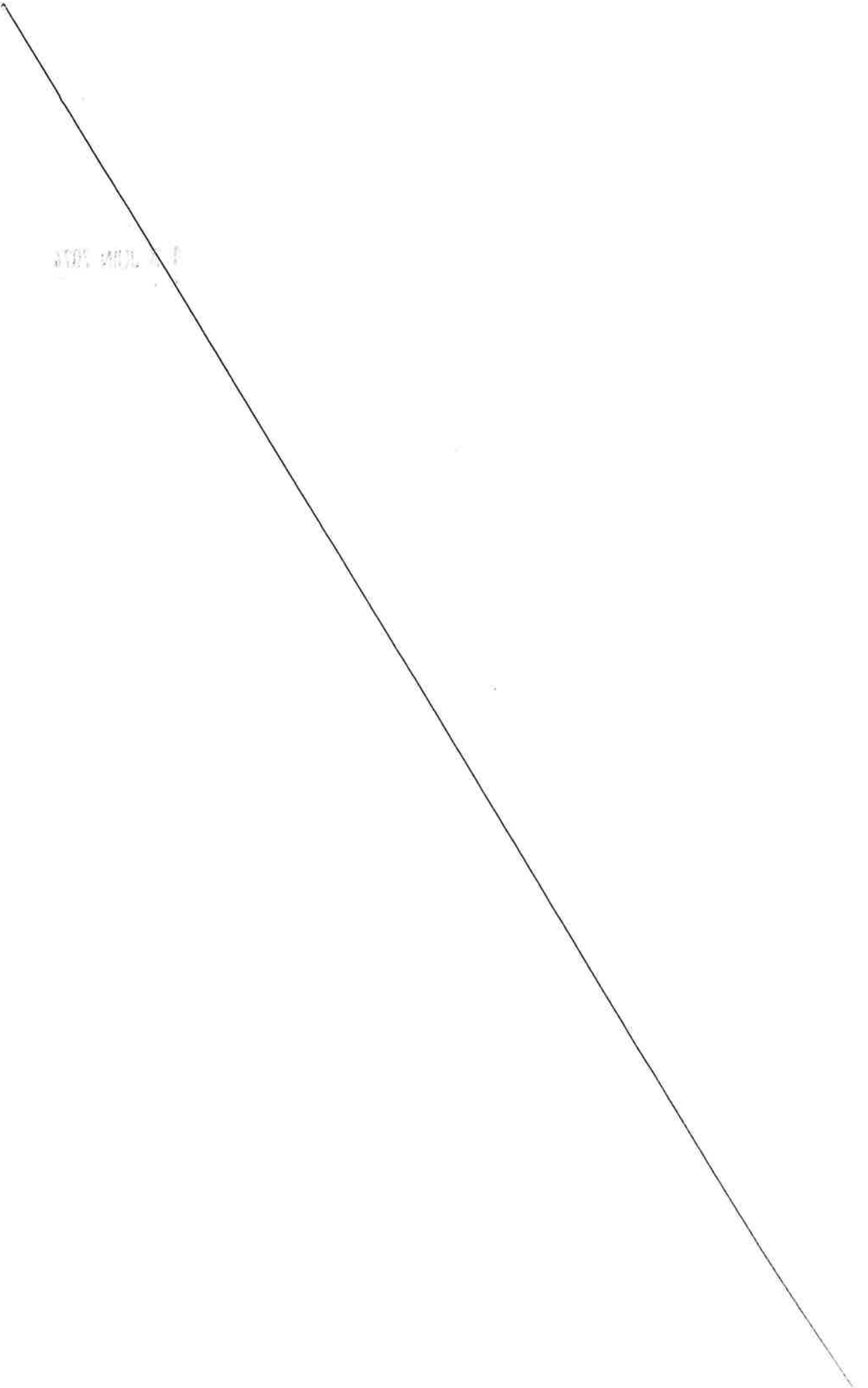
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **13 JUN 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





STOP HERE

Convention annuelle d'objectifs 2024 entre l'Association Régionale des Techniciens du Sud Est pour le Cinéma et l'Audiovisuel et la Métropole Toulon Provence Méditerranée

Entre :

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole - 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par la décision n° DP 24 / du

Ci-Après désignée « La Métropole »

Et

- L'ASSOCIATION REGIONALE DES TECHNICIENS DU SUD EST POUR LE CINEMA ET L'AUDIOVISUEL régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, ayant son siège 96 rue abbé de l'épée 13005 Marseille représentée par la responsable dûment mandaté, Madame Erika WICKE DE HAECK, habilité à cet effet par les statuts de l'association ci-annexés

Ci-Après désigné « L'Association »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Créée en 2002 à l'initiative de plusieurs techniciens du cinéma emblématiques de la région marseillaise, l'Association Régionale des Techniciens du Sud-Est pour le Cinéma et l'Audiovisuel a pour objectifs de promouvoir et développer l'activité professionnelle des techniciens du Sud-Est et de représenter ses membres auprès des institutions de la filière, des collectivités territoriales et des interlocuteurs publics ou privés en lien avec les tournages.

L'association regroupe les techniciens de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, issus de tous les corps de métier et travaillant sur tous les types de projets (cinéma, TV, publicité, documentaire, institutionnel...). A l'automne 2020 l'association a créé une délégation dans le Var et rencontre la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

En septembre 2023, l'association fédère plus de 1022 membres, une augmentation de presque 50% depuis 2022 (70 adhérents dans le Var). Grâce à ses membres, eux-mêmes membres d'autres associations professionnelles, telles que l'Association Française des Régisseurs cinéma et audiovisuel, l'Association des Directrices et Directeurs de Productions), l'Association Française des Assistants Réalisateurs de fiction, l'association fait partie d'un grand réseau collaboratif, de discussion et de recherche de solutions aux divers enjeux de ces métiers.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée a inscrit la filière Cinéma et Audiovisuel en tant que filière stratégique de son territoire. Dans ce cadre, elle souhaite apporter son soutien à l'Association qui concourt à l'animation du réseau local et à la promotion de la Métropole Toulon Provence Méditerranée en tant que terres de tournages.

La présente convention expose le programme d'actions 2024 proposé par l'association, précisé ci-dessous et fixe notamment les engagements réciproques des deux parties.

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet défini en annexe I que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité :

Contribuer à l'animation de la filière cinéma et audiovisuel sur le territoire métropolitain

- Organisation d'une soirée professionnelle de l'ARTS Var
- Participation au reper-tour organisé sur le territoire métropolitain.
- Animation du "Hangar" à Toulon :
 - Gestion de l'accueil des tournages dans le Hangar en collaboration avec la Métropole
 - 3 Rencontres mensuelles de mise en réseau des acteurs de la filière
 - Renforcer et poursuivre les liens que le bureau d'accueil des tournages TPM a créé avec le ministère de la Défense, et en particulier avec la Marine Nationale
 - Renforcer les liens avec l'association La Réplique, en élaborant des actions et rencontres communes, essentielles pour la filière « fiction ».
 - Accompagner la transition de l'ensemble des métiers vers l'éco-production, selon les nouvelles normes fixées par le CNC et les Régions

Contribuer à l'évolution de l'offre de services en matière d'accueil de tournages et à la promotion du territoire

- Elaborer en collaboration avec La Région Sud et tous les bureaux d'accueil de tournages du territoire un « Guide de bonnes pratiques de tournages » destiné aux collectivités et institutions du territoire

Contribuer au renforcement de l'offre de formation

- Analyser et accompagner les besoins de formations y compris des formations professionnalisantes courtes, en partenariat avec les organismes de formation et les établissements d'enseignement supérieur du territoire notamment l'Université de Toulon

- Développer un partenariat avec les écoles ayant des sections audiovisuelles (Lycées du Coudon et Langevin) ou des lycées professionnels.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification. Elle est conclue au titre de l'année 2004.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « *à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2024, l'Association à hauteur dix mille euros conformément au budget prévisionnel en annexe II de la présente convention.

Ce montant est inscrit au Budget principal, opération N°16121, fonction 633, article 65748.

Le concours apporté à la réalisation du projet porte sur 52 % du montant des dépenses subventionnables, hors bénévolat et contribution volontaire, représentant la limite supérieure de la participation de la Métropole à la réalisation du programme 2024 proposé par l'association.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation financière de dix mille euros sera versée à l'association dans sa totalité à la signature et la notification de la présente convention.

L'association s'engage à fournir à la Métropole dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice les pièces justificatives suivantes :

- Un compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059*02).
- Un rapport annuel d'activités,
- Les comptes annuels de l'exercice, bilan, compte de résultats et annexes

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par :

- son Président, si le montant annuel des *subventions publiques* est inférieur ou égal à 75 000 euros,

- un expert-comptable, *si le montant annuel des subventions publiques est supérieur à 75 000 euros*),
- un commissaire aux comptes, *si le montant annuel des subventions publiques est supérieur à 153 000 euros*

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion

ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de critères :

- Indicateurs quantitatifs :
 - Nombre d'actions produites et coproduites
 - Nombre de participants aux actions proposées
 - Nombre de projets accueillis au Hangar
 - Nombre de participations à des événements professionnels nationaux et internationaux pour la promotion du territoire
- Indicateurs qualitatifs :
 - Retours d'expériences
 - Qualité des échanges
 - Contenu des partenariats

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON-RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification. Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT

La convention est conclue pour l'année 2024. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'Association procédera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees_personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires originaux, en français

A Toulon, le

Pour L'Association Régionale des
Techniciens du Sud Est pour le
Cinéma et l'Audiovisuel

Pour la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

La Présidente
Erika WICKE DE HAECK

Le Président
Jean-Pierre GIRAN

ANNEXE I : LE PROJET

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1^{er} de la présente convention.

Projet : description du projet

Animer un réseau interprofessionnel de la filière

| Charges du projet | Subvention sollicitée auprès de la Métropole | Somme des financements publics (affectés au projet) |
|-------------------|--|---|
| 19 400€ | 10 000 € | 18 000 € |

a) Objectif(s) :

Contribuer à l'animation de la filière cinéma et audiovisuel sur le territoire métropolitain
Contribuer à l'évolution de l'offre de services en matière d'accueil de tournages et à la promotion du territoire
Contribuer au renforcement de l'offre de formation

b) Indicateurs :

- Indicateurs quantitatifs :
 - Nombre d'actions produites et coproduites
 - Nombre de participants aux actions proposées
 - Nombre de projets accueillis au Hangar
 - Nombre de participations à des événements professionnels nationaux et internationaux pour la promotion du territoire
- Indicateurs qualitatifs :
 - Retours d'expériences
 - Qualité des échanges
 - Contenu des partenariats

c) Public(s) visé(s) :

Adhérents de l'A.R.T.S antenne du Var et plus largement les techniciens locaux du cinéma et de l'audiovisuel,

Ensemble des professionnels et institutionnels concernés par la filière cinéma et audiovisuel, au niveau national, régional et métropolitain

Etudiants/écoliers

d) Localisation : (quartier, commune(s), territoire métropolitain)

Territoire métropolitain

e) Moyens mis en œuvre : (outils, démarche, etc.)

Les actions de l'A.R.T.S. reposent avant tout sur l'engagement bénévole des membres, professionnels de l'audiovisuel. Ceux-ci s'appuient sur une équipe composée d'une secrétaire générale et d'une responsable comptabilité et paie (0,7 ETP prévu en 2024). Outre leur engagement au niveau local, les membres de l'A.R.T.S. se déplacent sur les événements majeurs qui rythment l'année pour la filière : Paris Image Production Forum, Festival de Cannes, Festival de la Rochelle... et contribuent ainsi à accroître l'attractivité du territoire.

ANNEXE II : LE BUDGET DU PROJET

| CHARGES | <u>Montant</u> | PRODUITS | <u>Montant</u> |
|---------------------------------|-----------------------|---|-----------------------|
| CHARGES DIRECTES | | RESSOURCES DIRECTES | |
| 60 – Achats | | 70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services | |
| Prestations de services | | | |
| Achats matières et fournitures | 1 595 | 74- Subventions d'exploitation | |
| Autres fournitures | | État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s) | |
| 61 - Services extérieurs | | - TPM | 10 000 |
| Locations | 3 350 | - | |
| Entretien et réparation | 100 | Région(s) : | |
| Assurance | 500 | - Conseils régionaux | 8 000 |
| Documentation | 200 | Département(s) : | |
| | | - | |

| | | | |
|---|-------|---|-------|
| 62 - Autres services extérieurs | | Intercommunalité(s) : EPCI | |
| Rémunérations intermédiaires et honoraires | 1 525 | - | |
| Publicité, publication | 70 | Commune(s) : | |
| Déplacements, missions | 6 800 | - | |
| Services bancaires, autres | 868 | | |
| | | Organismes sociaux (détailler) : | |
| 63 - Impôts et taxes | | - | |
| Impôts et taxes sur rémunération, | | Fonds européens | |
| Autres impôts et taxes | | - | |
| 64- Charges de personnel | | L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-) | |
| Rémunération des personnels | 2 419 | Autres établissements publics | |
| Charges sociales | 1 388 | | |
| Autres charges de personnel | 585 | 75 - Autres produits de gestion courante | |
| 65- Autres charges de gestion courante | | Dont cotisations, dons manuels ou legs | 1 400 |
| | | Aides privées | |
| 66- Charges financières | | 76 - Produits financiers | |
| 67- Charges exceptionnelles | | 77- produits exceptionnels | |
| 68- Dotation aux amortissements | | 76 - Reprises sur amortissements et provisions | |
| CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES | | RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES | |
| Charges fixes de fonctionnement | | | |
| Frais financiers | | | |
| Autres | | | |

| | | | |
|--|--------|---|--------|
| TOTAL DES CHARGES | 19 400 | TOTAL DES PRODUITS | 19 400 |
| CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES | | | |
| 86- Emplois des contributions volontaires en nature | | 87 - Contributions volontaires en nature | |
| 860- Secours en nature | | 870- Bénévolat | 7 000 |
| 861- Mise à disposition gratuite de biens et services | | 871- Prestations en nature | |
| 862- Prestations | | | |
| 864- Personnel bénévole | 7 000 | 875- Dons en nature | |
| TOTAL | 26 400 | TOTAL | 26 400 |
| <p>La subvention de.....10 000.....€ représente52.....% du total des produits :</p> <p>(montant attribué/total des produits) x 100.</p> | | | |



Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) **Erika WICKE DE HAECK, Présidente de l'association**

dûment habilité(e) par l'association **A.R.T.S. Association Régionale des Techniciens du Sud Est pour le cinéma et l'audiovisuel**

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,
- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.
- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le Mardi 30 Janvier 2024

à La Garde

Lu et approuvé, bon pour engagement,

Nom et prénom du représentant légal de l'association

Erika WICKE DE HAECK, Présidente

Signature



